



Union communiste internationaliste (trotskyste)

« L'ennemi principal est dans notre propre pays » *



Les chefs de gouvernement européens réunis à Bruxelles pour un sommet extraordinaire ont engagé une nouvelle étape dans la guerre qui oppose les pays de l'OTAN à la Russie sur le territoire de l'Ukraine. Les dirigeants d'Allemagne, France, Belgique, etc, derrière les USA, accentuent leur intervention militaire en Ukraine, avec la livraison prochaine de chars lourds. Et ils discutent maintenant ouvertement de livrer des avions de chasse, avec le risque d'intervenir au-delà des frontières ukrainiennes.

Ces décisions, pourtant extrêmement graves, sont prises sans le consentement des populations, par des généraux, des industriels de l'armement, des diplomates, des agents secrets... Mais ces dirigeants veulent entraîner tout le monde dans leurs perspectives guerrières.

Alors Zelensky a pris la parole au parlement de Bruxelles. Sous les ovations des parlementaires et journalistes, l'ancien acteur de série télé, ami des oligarques corrompus, s'est adressé directement à la

population européenne, saluant policiers, enseignants, ouvriers, patrons et même les syndicalistes qui, en Europe, admire-t-il, ont le droit de manifester. Et de nous exhorter à suivre les Macron, Scholz ou de Croo, dont la politique anti-sociale est connue, pour accentuer la guerre en Ukraine dans le but de défendre « le mode de vie européen » contre le mode de vie autoritaire « russe ».

Oui, Poutine c'est la dictature, et les oligarques russes sont corrompus, autant que leurs semblables ukrainiens. Un système brutal qui pèse sur la population russe, entraînée dans une guerre qu'elle n'a pas choisi !

Et en Europe, de quel « mode de vie » parle-t-il, de quelle liberté ? Du mode de vie des familles populaires « libres » de baisser le chauffage pour pouvoir payer leurs factures qui explosent ? Ou du mode de vie des politiciens grassement payés pour sauvegarder la liberté des actionnaires des groupes capitalistes de s'enrichir en spéculant sur l'énergie et la nourriture ? De la liberté des capitalistes de licencier ou de fermer des usines et condamner des milliers de travailleurs au chômage ?

Quant aux « libertés syndicales », Zelensky fait vraiment fort en matière d'hypocrisie. Lui, qui a supprimé jusqu'aux conventions collectives en Ukraine, et vendu les travailleurs ukrainiens aux groupes capitalistes occidentaux qui se précipitent pour soi-disant « reconstruire » le pays ! Une hypocrisie surpassée par celle des

dirigeants européens qui exigent que soient virés les principaux oligarques ukrainiens corrompus avant d'accepter l'Ukraine dans l'Union européenne. C'est que les capitalistes européens veulent profiter de la main-d'œuvre ukrainienne bon marché sans être gênés par des concurrents locaux !

Il n'y a pas de « mode de vie européen » valable pour tout le monde. Il y a ceux qui doivent travailler pour vivre, pour beaucoup sans même profiter de la retraite, et il y a ceux qui s'enrichissent sur leur dos ! Par contre, les problèmes et les besoins de tous les travailleurs, européens, russes, ukrainiens, américains, turcs, marocains, africains, asiatiques sont les mêmes : un travail correct, un salaire qui permette de vivre, une éducation et des soins, bien sûr un logement et une nourriture suffisante. Et cela tous les travailleurs et travailleuses ne l'ont pas, même dans un pays riche comme la Belgique.

L'unité nationale entre les travailleurs et les capitalistes est un piège. Pour nous faire accepter le chômage, les salaires insuffisants et de main la guerre. Ceux qui sacrifient aujourd'hui nos pensions, nos conditions de travail et nos droits aux soins et à l'éducation pour augmenter leurs profits, seront prêts demain à sacrifier nos vies pour leurs guerres !

La guerre en Ukraine n'est pas dans l'intérêt des travailleurs, pas

plus que ne l'étaient celles en Irak, Afghanistan, Syrie, Libye et tant d'autres. Plus de 250 000 Ukrainiens seraient morts ou blessés. Des centaines de milliers d'autres ont tout perdu. Au nom de la patrie, pour la liberté et la paix future ? Non, en réalité pour l'enrichissement des capitalistes des pays de l'OTAN et des oligarques ukrainiens.

Le mirage de l'unité nationale commence à se fissurer en Ukraine. Alors qu'aux sommets de l'État, des proches de Zelensky se sont remplis les poches en profitant des marchés de la guerre, les hommes meurent au front ou de froid ! Des hommes commencent à résister à l'embrigadement militaire.

Les ennemis des travailleuses et travailleurs, ce sont d'abord les capitalistes de leur propre pays, qu'on soit russe, ukrainien, belge, français, allemand ou autre. La folie guerrière en Ukraine et dans le monde cessera quand les travailleurs se mettront à riposter contre leurs propres exploiters, contre leurs propres généraux, en se donnant la perspective de les renverser pour un monde sans frontières et sans exploiters !

* Karl Liebknecht, révolutionnaire allemand et compagnon de lutte de Rosa Luxembourg, en 1915 en pleine guerre mondiale, 3 ans avant la révolution qui a fait tomber l'empereur allemand.

Énergie :

Prolongation du nucléaire : les affaires continuent !

Un « accord de principe » est intervenu fin décembre entre le gouvernement et Engie pour la prolongation des réacteurs nucléaires de Doel 4 et Tihange 3 à partir de 2026.

Dans les faits, le bras de fer

continue car ces réacteurs devront être arrêtés plusieurs mois, ou davantage, pour des opérations de rénovations, ce qui entraînera une diminution de la production d'électricité... avec des risques de pénuries et de nouvelles flambées des prix !

L'Open VLD, parti du premier ministre, souhaite résoudre le problème par la prolongation des réacteurs de Doel 1 et 2 et de Tihange 1. « *Nous ne voyons pas comment cette option serait possible* » répond Engie.

La soif de profits des actionnaires d'Engie est à l'origine d'une explosion des prix, privant de chauffage et endettant des milliers de familles, ruinant des milliers de petits artisans.

Le gouvernement dépend entièrement de la volonté d'Engie. Les actionnaires sont toujours en position de force tant qu'on se soumet à leurs règles, aux règles de la propriété privée capitaliste. Jusqu'à ce que les travailleurs qui payent les factures, et ceux qui font fonctionner les centrales, n'acceptent plus la « prolongation » de ce système injuste ?

Après les aides, la facture

Sentant le mécontentement monter face à l'augmentation des prix de l'énergie, le gouvernement avait utilisé l'argent des impôts (et donc des travailleurs) pour diminuer les prix des factures tout en sauvant les bénéfices des actionnaires de l'énergie.

Une mesure qui avait soulagé de nombreuses familles en difficulté... temporairement ! Car les prix sont loin d'être redescendus, et les gouvernements comptent faire payer la note à la population d'une manière ou d'une autre.

Ils ont commencé par augmenter les accises qui ne sont pas visibles sur les factures contrairement à la TVA. Le gouvernement s'attaque aussi au tarif social élargi, indispensable pour de

nombreuses familles de travailleurs, qui va être progressivement supprimé.

Les mesures « d'aides » mises en place par les gouvernements en temps de crise ne sont pas une solution : il faut l'augmentation des salaires, pensions et indemnités de chômage !

500€ pour de l'aspirine

C'est ce qu'a payé une patiente après un séjour de quelques jours dans un hôpital Bruxellois. Soit 8 fois le prix normal du médicament. L'aspirine et de nombreux autres médicaments, comme le Nurofen, certains antibiotiques, certains sirops, le Perdolan, etc. sont en pénurie et se vendent à des prix exorbitants.

Les compagnies pharmaceutiques profitent de leur monopole sur certains médicaments indispensables grâce à des brevets. Ils limitent expressément la production pour faire exploser les prix et donc leurs profits. Que cela mette en danger la vie de nombreux patients, ou rendent les soins de santé inaccessibles, ce n'est pas leur problème, tant que leur portefeuille est bien rempli.

Travailleurs francophones et flamands, même combat !

Un peu plus d'un an avant les élections de mai 2024, le cirque électoral a commencé. Les partis du gouvernement précédent, ou de l'actuel, cherchent à faire oublier leur complicité dans l'aggravation de la situation des travailleurs au profit des capitalistes.

Ils jouent la partition bien connue des Flamands contre les francophones. Du côté flamand, les partis rivalisent de déclarations

Abonnement : 22 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

pompeuses sur une réforme de l'État qui permettrait à la Flandre de ne plus être alourdie par les Wallons, « fainéants » selon ces politiciens. Le président du CD&V, Mahdi, a déclaré que sans réformes, les francophones « deviendront les fossoyeurs de la Belgique ».

Côté francophone, les démagogues de tous poils jouent les effarouchés et se posent comme les défenseurs des Wallons ou de la Belgique unie. Magnette (PS) prétend que les travailleurs flamands travaillent plus car c'est inscrit dans leurs gênes après des siècles de pauvreté, contrairement aux wallons qui veulent plus profiter de la vie. Bouchez (MR) répond que « le francophone veut bosser, ce que le PS empêche ».

Ces discours visent surtout à faire oublier que le nombre de chômeurs et la richesse d'une région dépendent des capitalistes et de la lutte des classes. Quand les capitalistes ont exploité le charbon et le fer en Wallonie, la région s'est développée. Quand les industries charbonnière et sidérurgique sont devenues plus rentables sur le littoral, les capitalistes sont partis en laissant derrière eux chômage et pollution, pour aller faire plus de profits en Flandre.

En Flandre comme en Wallonie, les partis qui se sont succédé aux gouvernements ont chaque fois été contre les intérêts des travailleurs. De la N-VA jusqu'au PS, ils se sont attaqués aux pensions, aux chômeurs, ou aux services publics pour défendre les profits des plus riches.

Aucun de ces partis ne veut s'attaquer aux auteurs des hausses de prix et du chômage que sont les capitalistes. Au contraire, ils les servent en multipliant les cadeaux fiscaux aux entreprises responsables du chômage et de l'exploitation. Qu'ils le fassent au nom de l'indépendance de la Flandre, de la fierté wallonne ou de l'unité de la Belgique, ce n'est qu'une mise en scène destinée à tromper les travailleurs.

Car la plupart des riches patrons

et actionnaires ont des capitaux rapportant des intérêts dans une multitude d'entreprises bien au-delà des frontières flamandes, wallonnes, belges et même européennes.

Les travailleurs de Flandre et de Wallonie, et ceux du monde entier qui travaillent en Belgique, ont tout intérêt à s'unir pour combattre ensemble leur exploitation et imposer que les richesses qu'ils ont produites n'aillent pas seulement dans la poche des capitalistes. Et quand ils en auront la force, ils se débarrasseront du capitalisme lui-même.

FN-Herstal : un scandale peut en cacher d'autres

Le détournement d'une quinzaine de millions d'euros par un employé du service achat de la FN fait du bruit. Ce qui fait beaucoup moins de bruit, c'est qu'une centaine d'emplois sur 1 500 vont être supprimés en recourant à la prépension ou au non renouvellement de CDD. Les syndicats informent les travailleurs mais ne protestent pas !

La direction se justifie en raison de déficits. Mais si les pertes sont à charge de la Région Wallonne, actionnaire à 100% de la FN, l'achat des fournitures et machines engraisse des capitalistes et l'argent des ventes d'armes n'est pas perdu pour tout le monde. Un système de surfacturation lors de ventes d'armes à l'Arabie Saoudite aurait permis à la famille Joassart, courtiers en vente d'armes, de grossir une fortune évaluée à 400 millions d'euros.

Les bourgeois empochent, les mandataires du PS à la FN se discréditent devant ces scandales, les ouvriers subissent des licenciements, les Yéménites meurent sous les balles de la FN : voilà à quoi aboutissent ceux qui, au gouvernement ou à la tête du syndicat, prétendent gérer le capitalisme.

Mort d'un livreur UberEats

Rouler sous la pluie, dans le froid, voir sa commande annulée et donc son trajet non rémunéré, attendre la

prochaine commande en cherchant un abri, perdre du temps et donc de l'argent à chercher la bonne adresse. Le travail de livreur, avec le système de paiement à la course, pousse les travailleurs à aller toujours plus vite pour gagner de quoi vivre, après avoir payé l'entretien du vélo ou l'essence du scooter.

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce qu'il y ait régulièrement des accidents, rarement déclarés car rares sont les indemnisations possibles. L'un de ces accidents a mené à la mort de Sultan Zebran.

Il y a déjà eu des luttes de livreurs, c'est elles qui pourront imposer l'amélioration de leurs conditions de travail et salaires.

Grève chez Mestdagh



Les travailleurs des supermarchés Mestdagh ont fait grève du 2 au 4 février, à l'appel des syndicats, face aux incertitudes depuis le rachat de l'enseigne par Intermarché.

La direction du groupe ne cache pas vouloir augmenter la rentabilité des magasins Mestdagh de 4 500 à 6 000 euros par m² car elle serait deux fois moindre que celle d'un magasin Intermarché. Elle prétend que les conditions de travail sont garanties, « car c'est la loi ». Mais que vaut cette affirmation, venant du directeur, Guillaume Beuscart, qui est précisément celui qui a licencié 360 travailleurs lors de la précédente restructuration ?

Les travailleurs ne sont pas dupes. Ils savent que les magasins vont être franchisés et que cela va entraîner une aggravation de leur exploitation.

Par exemple, le travail du dimanche, qui leur a été imposé en 2018 lors d'une précédente restructuration, est payé actuellement à 200%. Les 200 euros que cela représente sur la paie, ce n'est pas rien quand on gagne 1 300 euros par mois. Travailler le dimanche, ce n'est pas de gaieté de cœur que les travailleuses le font. Car quand on travaille le soir, le samedi et le dimanche, que reste-t-il de la vie de famille et qui s'occupe des enfants, surtout quand on les élève seule ? Alors, s'il faut travailler le dimanche payé comme un jour de semaine, c'est non !

Et que va devenir le personnel affecté à la découpe puisque dans les Intermarché, la viande, les charcuteries et le fromage sont préemballés ? Y aura-t-il un repreneur pour chaque magasin ? Est-ce que deux enseignes Intermarché ne vont pas être trop proches ? Et que va-t-il se passer pour les travailleurs alors ? C'est tout cela qui se discute sur les piquets.

Alors oui, une partie des travailleurs sur le piquet pensent que trois jours de grève annoncée ce n'est pas suffisant pour faire reculer la direction. Mais ils ne regrettent pas de l'avoir fait et espèrent qu'avec leurs collègues ils auront, la prochaine fois, la même détermination que les agents de sécurité de l'aéroport de Charleroi en octobre dernier.

Une grève qui se comprend

Les accompagnateurs de train de la région de Liège ont fait grève deux jours, suite à une agression au coudeau subie par une collègue.

Une grève « émotionnelle » ont dit les dirigeants de la SNCB et des syndicats. Pourtant, l'augmentation de la violence que subissent les accompagnateurs a de vraies raisons, comme devoir exiger un supplément de désormais 9 euros à ceux qui payent dans le train, alors que dans les petites gares, tout le personnel a été supprimé. Et

l'augmentation des tarifs de 8,73% imposée aux voyageurs alors que le pouvoir d'achat baisse... S'y ajoute le sous-effectif qui fait que les accompagnateurs sont seuls et les empêche même de prendre leurs congés...

En fait, c'est toute la déglingue de la société sous l'effet du profit à tout prix qui entraîne l'agressivité qui se généralise.

Il faut une augmentation conséquente des effectifs et de tous les salaires, et que les profits privés servent à développer les services publics indispensables à la population : des transports en passant par l'école et les hôpitaux. Utopique ? Non, le bon sens !

Attaques contre l'enseignement



Des mobilisations syndicales ont eu lieu ces deux dernières semaines pour dénoncer le projet de réforme de « l'évaluation des enseignants ». Ce projet prévoit qu'il suffira de deux rapports négatifs de la direction pour licencier sans indemnité un professeur même nommé.

Il ne s'agit en réalité pas du tout d'évaluer les enseignants - ce qui pouvait être fait dans le passé par le service d'inspection qui a été complètement démantelé - mais de faire peur aux enseignants, de les mettre au pas et de supprimer leur statut de fonctionnaire !

Cette attaque contre le statut des enseignants n'est qu'une des attaques prévue par le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles contre l'enseignement public avec le mal nommé « pacte d'excellence ».

Alors que l'école est en train de s'écrouler par manque de moyens,

qu'il manque de nombreux professeurs, que les malades ne sont pas remplacés, que les classes sont surchargées, les locaux insuffisants et insalubres, qu'il n'y a pas assez de personnel administratif, de PMS, ouvrier et d'entretien... le gouvernement continue ses économies au détriment de l'enseignement.

Il prive ainsi de plus en plus de jeunes d'un enseignement convenable et les dégoûte de l'école alors que dans le même temps le budget de l'armée a doublé !

Les conditions d'apprentissages des jeunes ne sont pas le souci des ministres, qui par contre sont prêts à en faire de la chair à canon. Mais les jeunes n'accepteront pas cet avenir !

« Enseignement différencié, pour plus d'équité » !

C'est le titre d'une journée de formation que les enseignants de la Fédération Wallonie-Bruxelles ont dû suivre dernièrement. Sous prétexte d'équité, il s'agissait d'apprendre aux enseignants à gérer les élèves en fonction de leurs besoins particuliers... entendez à accueillir les élèves autistes, aveugles ou avec d'autres besoins spécifiques qui se retrouvent de plus en plus nombreux dans l'enseignement ordinaire suite aux économies drastiques ayant été faites dans l'enseignement spécialisé.

De nombreux professeurs du primaire se retrouvent ainsi à devoir gérer un ou deux enfants autistes, parmi leurs 26 élèves, sans les moyens humains nécessaires, et se retrouvent face à des choix insolubles : ou s'occuper de ces enfants et laisser tomber les autres, ou l'inverse !

Cette situation se développe maintenant dans le secondaire. Comment enseigner à une classe de 32 élèves quand on met 25 minutes à calmer un élève à comportement violent, demandait un collègue ? Comment enseigner à toute sa

classe, quand un élève a besoin qu'on soit à côté de lui pour qu'il puisse comprendre, demandait un autre ?

Toujours capable de revêtir leurs attaques contre l'école de beaux noms, « excellence », « équité », les ministres ont supprimé les postes de logopèdes, de kiné etc... présents dans les écoles spécialisées, et les professeurs des écoles ordinaires se retrouvent avec une charge supplémentaire sur les bras... au détriment de leur propre santé physique et morale ainsi que de l'avenir des jeunes !

Perdre sa vie à la gagner

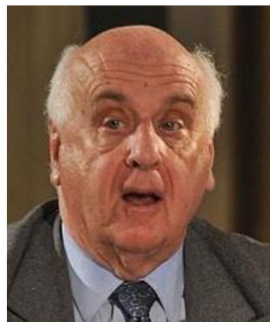
Un travailleur pauvre sur quatre meurt avant la pension. C'est ce que révèle un rapport de la mutuelle Solidaris. Depuis le début du système des pensions, les politiciens au service de la bourgeoisie fixent l'âge de la retraite le plus tard possible pour qu'il bénéficie le moins possible aux ouvrières et ouvriers que l'exploitation tue à petit feu.

Chaque recul de l'âge de la pension n'a rien à voir avec le projet de « sauver le système de retraite » comme le prétend en France le gouvernement Macron qui a lancé une réforme pour reculer encore l'âge de la retraite. Il s'agit surtout de diminuer les dépenses de l'État pour rassurer les financiers qui ont acheté la dette de l'État.

En France, la mobilisation rassemble l'ensemble du monde du travail contre une réforme qui va encore aggraver le niveau de vie des travailleurs. En Belgique, c'était sous un premier ministre socialiste que la décision de reculer l'âge de la retraite avait été prise.

Les travailleurs ne pourront compter sur aucun gouvernement, quelle que soit sa couleur, pour espérer vivre dignement. Seules les luttes sont efficaces pour faire reculer les gouvernements, faire payer les capitalistes, et se répartir le travail entre tous, pour tous travailler moins, sans perte de salaire !

Etienne Davignon, une vie au service du capitalisme



A 90 ans, le vicomte Etienne Davignon annonce sa retraite et la presse le célèbre comme « une icône du monde des affaires belges ». Le CV du vicomte est intéressant en effet, mais pour des raisons que les dirigeants de ce monde préfèrent taire en public.

Fils d'une famille de diplomates, aristocrates monarchistes et catholiques très anti-ouvriers... c'est au service du ministre socialiste Paul-Henri Spaak que Davignon commence sa carrière en juin 1960, lors de l'Indépendance du Congo.

Au Congo, il assiste à l'organisation, par le gouvernement belge et les services secrets américains, du renversement et de la mise à mort du premier dirigeant du Congo indépendant, Patrice Lumumba. Trois ans plus tard, il dirige l'intervention des paras à Stanleyville, officiellement pour secourir des otages européens, en réalité pour écraser une rébellion contre les dirigeants congolais soumis à l'impérialisme belge et occidental.

Le Congo est riche en ressources minières, dont le cuivre et l'uranium. Pour les gouvernements occidentaux, il n'est pas question de laisser ces richesses aux Congolais. Etienne Davignon sera du reste président de l'Union minière du Haut-Katanga (ancêtre de Umicore), un État dans l'État congolais qui soutiendra la féroce dictature de Mobutu.

En 1974, alors que la Belgique construit ses premières centrales nucléaires alimentées avec l'uranium congolais, Davignon devient le président de l'Agence internationale de l'Énergie, qui regroupe... tous les pays de l'Otan et l'Australie. Il s'agit d'assurer la sécurité d'approvisionnement en énergie des pays capitalistes à travers le contrôle du reste de la planète.

A la même époque, il devient membre du club Bilderberg qu'il co-présidera ensuite de 1999 à 2011.

Ce forum, créé en pleine guerre froide pour favoriser le rapprochement entre dirigeants américains et européens contre l'Union soviétique, rassemble chaque année « des dizaines de dirigeants, hommes d'affaires, politiciens de la majorité et de l'opposition et des journalistes » pour des débats sur lesquels chacun s'engage à la confidentialité.

Le club Bilderberg prétend œuvrer à la défense de « la démocratie et du capitalisme », mais Henry Kissinger est le seul à pouvoir y dépasser le temps de parole. Sans doute parce que cet ancien secrétaire d'État américain, qui a organisé, entre autres, le coup d'État au Chili contre Salvatore Allende en 1973, a beaucoup de choses intéressantes à raconter sur la façon dont il faut utiliser la démocratie... ou bien la violence, dans la défense du capitalisme.

Etienne Davignon a aussi été membre de Kissinger associates, un cabinet de consultance spécialisé dans les négociations entre les gouvernements et des multinationales comme Coca-Cola, Halliburton (fournitures aux armées), Lockheed-Martin (armements), Union Carbide (géant de la chimie responsable de la catastrophe de Bhopal en Inde)...

Le reste de sa carrière, Davignon l'a passé à la direction de la Société générale, puis de Fortis, puis d'Engie, à qui il a pu faire profiter de son expertise du secteur de l'énergie et des réseaux d'influences gouvernementaux. Un monde où la domination des pays capitalistes se discute à coups de corruptions, de coups d'État, d'assassinats de chefs d'État, d'interventions armées...

Célébré dans les milieux du pouvoir, honoré de titres et de médailles par de nombreuses dictatures, le Vicomte Davignon est un digne échantillon de la classe capitaliste.

L'Europe des barbelés et des miradors



Une fois les louanges de Zelensky aux valeurs démocratiques de l'Union européenne terminées, les chefs de gouvernement réunis pour le sommet, sont passés à l'ordre du jour : le renforcement de la protection des frontières européennes contre la migration « indésirée », c'est-à-dire celle qui n'est pas directement utile pour les capitalistes. Dans ce programme, entre autres, plus d'expulsions, plus de barbelés et de miradors.

Et lundi, chacun continue dans son propre pays : attaques contre les pensions en France, contre les chômeurs en Italie, augmentation des accises sur le prix de l'énergie en Belgique...

Voilà le visage hideux de leur « démocratie » : la dictature du capital contre tous les exploités !

99 Luftballons...

L'armée américaine a finalement abattu le ballon chinois qui survolait son territoire. Le secrétaire d'État américain, Blinken, a annulé sa visite prévue en Chine, donnant à cet épisode un caractère de crise diplomatique. Plusieurs autres « objets non identifiés » ont été abattus depuis.

S'agissait-il d'une affaire d'espionnage ou simplement d'un ballon recueillant des données météorologiques, comme l'a affirmé la Chine ? En tout cas, les dirigeants chinois ont présenté leurs excuses pour le survol du territoire américain, alors même que le ballon se trouvait à une altitude élevée ne gênant pas la circulation des avions.

A ce jour, aucun président américain n'a présenté d'excuses pour l'espionnage généralisé et totalement avéré que les USA font subir à tout le monde. On se souvient notamment de l'affaire des « grandes oreilles » de la NSA qui avait même mis sur écoute Angela Merkel !

En fait, la nature de ces ballons importe peu à Biden qui ne laisse passer aucune occasion de se poser en chef d'État capable de protéger sa population contre une prétendue menace chinoise.

Mais tout cela contribue aussi à préparer les esprits et la population des États-Unis à l'escalade guerrière dans laquelle l'impérialisme engage de plus en plus l'humanité.

Tremblement de terre



Le capitalisme assassine

En Turquie et dans le nord de la Syrie, on compte des dizaines de milliers de morts, des populations entières qui ont tout perdu. Mais la catastrophe est loin d'être naturelle.

Les logements qui s'effondrent comme des châteaux de cartes dans une région située sur une faille tectonique, ce n'est pas le résultat de la fatalité, mais des profits réalisés en ne tenant pas compte des normes de construction antisismiques, au plus grand mépris de la vie des locataires ! Sans parler des effets de la guerre et des dictatures turque et syrienne.

Dans le nord syrien, des milliers de personnes, dont beaucoup vivaient déjà dans des camps de réfugiés où rodent les maladies et le froid, sont livrées à elles-mêmes. Elles sont victimes autant du tremblement de terre

que de la dictature et de la guerre.

Quant au gouvernement turc, ce qu'il a trouvé de plus urgent à faire, c'est de museler la critique en instaurant l'état d'urgence et en coupant Twitter dans la région.

Le sort de la population leur indiffère, mais pas le risque de voir la contestation et la colère de la population s'exprimer.

Ceux sur qui on peut compter

A leur propre initiative, des mineurs sont rapidement arrivés sur le lieu du tremblement de terre et ont pu aider à sauver des personnes ensevelies. Ils savent ce que c'est, de risquer sa vie sous la négligence des capitalistes. Encore en octobre 2022, une explosion de mine avait enseveli 41 mineurs.

Que ce soit ici, comme lors des inondations de 2021, ou lors de toute autre catastrophe, les victimes peuvent toujours compter sur la solidarité des « gens simples », des travailleuses et travailleurs en fait.

Austérité sur l'aide d'urgence

Le service belge d'aide d'urgence en cas de catastrophe, B-Fast, a envoyé deux équipes pour venir en aide aux sinistrés du séisme meurtrier en Turquie. Ce service a fortement perdu de ses capacités. Il ne comporte par exemple plus qu'une équipe médicale et n'a pas pu envoyer de sauveteurs.

Comme dans la santé ou l'école, les coupes budgétaires sont passées par là. Les gouvernements préfèrent augmenter les budgets militaires plutôt que de sauver des vies...

**Suivez-nous
sur Facebook :**

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail : contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !